

**Assemblée générale**

Soixante-deuxième session

Documents officiels

Distr. générale
12 décembre 2007
Français
Original : anglais

Troisième Commission**Compte rendu analytique de la 20^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le mardi 23 octobre 2007, à 10 heures

Président : M. Wolfe (Jamaïque)**Sommaire**

Point 70 de l'ordre du jour : Promotion et protection des droits de l'homme

- a) Application des instruments relatifs aux droits de l'homme;
- f) Célébration du soixantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme
- d) Application et suivi méthodiques de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

07-55787 (F)



La séance est ouverte à 10 h 20.

Point 70 de l'ordre du jour : Promotion et protection des droits de l'homme (A/62/36, 369 et 464)

- a) **Application des instruments relatifs aux droits de l'homme** (A/62/40 (vol. I et II), 44, 48, 180, 189, 221, 224, 273 et 299)
- f) **Célébration du sixième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme**
- d) **Application et suivi méthodiques de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne**

1. **M. Mbaidjol** (Haut-Commissariat aux droits de l'homme), introduisant les rapports présentés au titre du point 70 a), dit que le rapport annuel du Comité des droits de l'homme (A/62/40) rend compte des activités menées du 1^{er} août 2006 au 31 juillet 2007. Le rapport annuel du Comité contre la torture (A/62/44) contient les rapports des travaux de ce comité à ses trente-cinquième et trente-sixième sessions. Le rapport du Secrétaire général sur le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture (A/62/189) fournit des informations sur les recommandations adoptées par le Conseil d'administration à sa vingt-sixième session, en particulier les recommandations du Bureau des services de contrôle interne, et sur les mesures prises par le Conseil et le Secrétariat pour les mettre en œuvre. Le rapport annuel du Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (A/62/48) porte sur les travaux du Comité à ses cinquième et sixième sessions. Étant donné le nombre de rapports initiaux en souffrance, le Comité a demandé l'autorisation de tenir deux sessions en 2008.

2. Le rapport des présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme sur les travaux de leur dix-neuvième session (A/62/224) donne des informations sur l'évolution des travaux des organes conventionnels. Il comprend le résumé d'une réunion tenue avec le Président du Conseil des droits de l'homme, au cours de laquelle les présidents ont souligné que le système des organes conventionnels et le futur mécanisme d'examen périodique universel étaient complémentaires et se renforçaient mutuellement. Les présidents des organes conventionnels partagent

l'opinion selon laquelle la réunion intercomités des organes devrait avoir lieu deux fois par an.

3. Le rapport du Secrétaire général sur la protection des migrants (A/62/299) comporte un résumé des informations reçues de divers gouvernements et fait référence aux activités du Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille. Le rapport du Secrétaire général sur l'état du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage (A/62/180) donne une vue d'ensemble de la situation financière et des activités du Fonds.

4. **M. Guo Xiaofeng** (Chine) dit que la Chine est partie à 21 instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme. Le Gouvernement chinois attache une grande importance aux dispositions de ces instruments, veillant de très près à ce que les rapports soient soumis comme il convient aux organes conventionnels pertinents, avec lesquels il entretient un dialogue suivi, et donne suite aux observations finales des comités respectifs. Selon le principe « un pays, deux systèmes », son gouvernement appuie énergiquement les efforts poursuivis par les autorités des régions administratives spéciales de Hong Kong et de Macao pour protéger les droits de l'homme et respecter leurs obligations au titre des conventions pertinentes, et incorpore les rapports établis par les gouvernements de ces régions dans les rapports qu'il présente lui-même aux organes conventionnels.

5. Les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et les organes conventionnels ont assurément contribué à la promotion et la protection des droits de l'homme. Il n'en est pas moins vrai que la complexité et le caractère redondant du système actuel d'établissement des rapports posent problème. Le Gouvernement chinois prend note des propositions de réforme que le Secrétaire général et les organismes appropriés des Nations Unies ont présentées et apprécie l'action menée en vue de rationaliser le fonctionnement des organes conventionnels et de renforcer leur efficacité. Les initiatives de réforme doivent notamment veiller à ce que les critères applicables au contenu des rapports et à leur examen n'aillent pas au-delà de la portée des traités considérés. Les consensus doivent être dégagés à la suite de vastes collectes d'opinions et suggestions.

6. **M. Mohamad** (Soudan) dit qu'il convient d'accorder la même importance aux droits économiques, sociaux et culturels qu'aux droits

politiques et civils. Les droits culturels notamment, une fois renforcés, permettront de promouvoir la tolérance et représenteront un moyen de remédier à la culture d'élitisme qui voudrait faire disparaître la diversité culturelle. Les résultats des cinquième et sixième sessions du Conseil des droits de l'homme ont fait la preuve d'un nouvel esprit et représentent un changement bienvenu par rapport à la banalisation politique, à la partialité et au caractère controversé de son prédécesseur. Son pays se réjouit de la restructuration du Conseil, qui coïncidera avec le soixantième anniversaire de l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme doit lui aussi œuvrer dans la neutralité et la transparence et sur la base d'une répartition géographique plus large de manière à éviter que ses travaux ne se politisent.

7. Les rapporteurs spéciaux sur la situation des droits de l'homme au Soudan ont à maintes reprises été invités à se rendre au Soudan pour observer les avancées des droits de l'homme, et le rapport d'activités sur la situation des droits de l'homme au Darfour établi par le Groupe d'experts mandaté par la résolution 4/8 du Conseil des droits de l'homme a qualifié la coopération du Soudan d'excellente. Aucune nation ne saurait prétendre être exempte de problèmes liés aux droits de l'homme; la manière de les résoudre passe par l'effort collectif et un appui sans faille au Conseil.

8. **Mme Kurosaki** (Japon) dit que, en dépit des progrès significatifs réalisés depuis l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme en 1948, de graves violations des droits de l'homme continuent de se produire. Son gouvernement estime que les droits de l'homme, parce qu'ils représentent des valeurs universelles, doivent être promus dans chaque partie du monde. Il apprécie hautement le rôle joué par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme à cet égard et appuie les activités menées par le Conseil des droits de l'homme.

9. Le Japon a ratifié les principaux instruments relatifs aux droits de l'homme et les applique. De plus, il célèbre chaque année la « Semaine des droits de l'homme », qui prend fin le 10 décembre, soit le jour anniversaire de l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme. En 2007, la cinquante-neuvième Semaine des droits de l'homme mettra l'accent sur le respect des droits fondamentaux, notamment ceux des femmes, des enfants, des personnes âgées, des personnes handicapées, des étrangers et des personnes touchées par le VIH/sida ou

la lèpre, et abordera la violation des droits de l'homme par l'utilisation abusive de l'Internet.

10. L'attention a été appelée sur les problèmes graves qui alourdissent le système actuel d'établissement des rapports dans le cadre des principaux traités relatifs aux droits de l'homme. Du fait du fardeau excessif que représente l'établissement des rapports, les États Parties ont tendance à retarder la présentation de leurs rapports ou même à ne pas les présenter du tout, tandis que les comités pour leur part ne sont pas en mesure de faire face à cette volumineuse documentation. En outre, le nombre des traités augmentant, le volume de travail des organes conventionnels augmente lui aussi de même que le nombre de membres des comités, le nombre de sessions que les comités doivent tenir et la charge financière qui doit être assumée. Les rapports des gouvernements doivent donc être rationalisés. Cela dit, la solution que représenterait l'organe conventionnel unifié proposée par la Haut-Commissaire aux droits de l'homme, soulève plusieurs questions difficiles quant aux méthodes de travail, au recours à des experts qualifiés et aux coûts. Le Japon continuera à participer activement aux débats sur la réforme des organes conventionnels pour que le système puisse fonctionner avec plus d'efficacité et de rigueur.

11. **Mme Blum** (Colombie) dit que le Gouvernement de la Colombie a depuis peu prorogé jusqu'en 2010 les opérations du bureau national du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, ce qui donne la mesure de l'engagement du Gouvernement en faveur de la protection et la promotion des droits de l'homme. En vertu de la politique de sécurité démocratique, le pays mène une action efficace contre la guérilla et les groupes d'autodéfense si bien que la violence a diminué dans tout le pays. La reprise de l'économie et l'exécution de programmes sociaux ont permis de renforcer le respect des droits économiques, sociaux et culturels. En matière de droits politiques, la tradition démocratique de la Colombie s'affermir en dépit des tentatives d'intimidation des terroristes. Des élections auront lieu aux niveaux municipal et départemental le 28 octobre 2007.

12. L'État a par ailleurs pris des mesures spécifiques pour promouvoir et protéger les droits de l'homme, notamment au moyen de programmes de formation organisés à l'intention des forces de police, du personnel pénitentiaire et, d'une manière générale, aux fonctionnaires. Le Haut-Commissariat a fourni un appui à plusieurs de ces mesures. Le programme du Président et l'Observatoire des droits de l'homme,

dirigé par le Vice-Président, ont stimulé les activités interorganes. Plusieurs politiques axées sur les droits de l'homme sont en cours d'exécution; elles aident les groupes de population vulnérables tels que les peuples autochtones, les Afro-Colombiens, les enfants, les femmes, les jeunes et les personnes déplacées. Des plans d'action touchant les droits de l'homme sont actuellement mis en œuvre parallèlement aux plans de développement locaux. Un plan d'action national sur les droits de l'homme est en cours d'élaboration et un plan d'État intégrant la dimension sexospécifique est actuellement mis au point en coordination avec la société civile.

13. Le Gouvernement continuera d'accorder la priorité à l'action menée pour consolider la sécurité démocratique, venir à bout de l'extrême pauvreté, renforcer l'administration de la justice et éliminer l'impunité. Une attention particulière est accordée à la démobilisation des groupes armés illégaux et à l'affaiblissement de l'activité des guérilleros, à la consolidation de l'état de droit et à la mise en place des mesures qui assurent la garantie effective de la démocratie et du progrès social et économique. La Colombie a besoin que la communauté internationale appuie l'action qu'elle mène pour créer une atmosphère de confiance, de sécurité et de bien-être, à l'intérieur duquel les citoyens puissent exercer leurs droits.

14. **M. Jang** (République de Corée) dit que l'augmentation régulière du nombre des traités et des ratifications dépasse les capacités du système des organes conventionnels. Un organe conventionnel permanent unifié peut aider à réaménager les mécanismes d'exécution des divers organes conventionnels. Les débats sur cette question devront se dérouler sur une longue période de manière à donner aux États Membres le temps d'harmoniser leurs différents points de vue. Il sera d'importance critique de mettre au point un système unifié qui toutefois maintienne l'avantage de la spécificité. Le nouveau système devra également être en mesure de faire face aux questions juridiques complexes associées à la restructuration d'organes conventionnels indépendants en un organe unifié.

15. La Haut-Commissaire aux droits de l'homme devra fournir une assistance technique aux pays dont les rapports sont en souffrance faute de ressources. Les pays concernés doivent faire preuve d'ouverture d'esprit dans toute la mesure du possible de manière à faciliter le débat sur la question. Il convient de féliciter le Conseil des droits de l'homme qui a lancé l'idée du

mécanisme novateur d'examen périodique universel; ce dernier le mettra en mesure de suivre les travaux des organes conventionnels, de rendre les États plus conscients de leurs responsabilités au regard de l'exécution des recommandations et de définir les domaines appelant une assistance technique. Le mécanisme d'examen périodique universel facilitera par ailleurs la ratification des instruments relatifs aux droits de l'homme et la présentation en temps voulu des rapports aux organes conventionnels. Notant qu'un nombre croissant de questions touchant les droits de l'homme sont en voie d'être politisées, il souligne que la communauté internationale ne doit ménager aucun effort pour redonner vie à l'esprit de la Déclaration universelle des droits de l'homme et à la Déclaration de Vienne.

16. **M. Ritter** (Liechtenstein) dit que l'une des difficultés associées au mécanisme d'examen périodique universel sera de coordonner la contribution des organes conventionnels aux fins de la compilation des informations sur lesquelles sera basé l'examen. Les organes conventionnels devront établir un ordre de priorité entre les recommandations pertinentes de sorte que les principales préoccupations touchant les droits de l'homme dans le pays considéré soient prises en compte comme il convient. Il est donc essentiel que les organes conventionnels coopèrent étroitement entre eux aux fins de cet apport. Il importera de plus qu'ils coordonnent leurs activités de très près avec les procédures spéciales non seulement en préparation du mécanisme d'examen mais également au stade de son suivi. Il faudra par ailleurs examiner les moyens et possibilités de gérer les conflits et les divergences qui pourraient apparaître entre les conclusions des procédures spéciales, celles des organes conventionnels et celles du mécanisme. Une telle démarche ne peut s'effectuer que si l'on établit une distinction nette entre les deux systèmes et si l'on réaffirme la nature juridique indépendante du mécanisme d'examen. Afin d'affermir cette indépendance, il faudra envisager un processus amélioré de nomination et de sélection des membres des organes conventionnels.

17. Il convient de féliciter les organes conventionnels qui demeurent engagés en faveur du processus de réforme et qui sont toujours prêts à mettre à l'essai de nouvelles méthodes de travail et explorer les points d'harmonisation. De telles questions pourront être utilement débattues lors de réunions d'États parties. Sa délégation accueille notamment avec intérêt les mesures qui s'attaquent au problème de la non-présentation des rapports et au manque de suivi effectif des observations finales et des observations sur des

plaintes individuelles. Des mesures d'ordre pratique qui n'appellent aucune modification des traités pertinents relatifs aux droits de l'homme sont infiniment plus valables que des tentatives ambitieuses mais peu réalistes de réduire radicalement le nombre des organes conventionnels. Dans ce contexte, sa délégation accueille avec satisfaction la proposition aux termes de laquelle la réunion intercomités devrait avoir lieu deux fois par an.

18. Le Liechtenstein appuie depuis longtemps la réforme des organes conventionnels. Il a accueilli deux réunions d'experts en la matière au cours de ces dernières années. Une distinction doit être clairement établie entre les travaux d'experts indépendants des organes conventionnels et le mécanisme d'examen périodique universel effectué au niveau intergouvernemental.

19. **Mme Swaraj** (Inde) dit que la mise en place d'un organe conventionnel permanent unifié proposé par la Haut-Commissaire aux droits de l'homme n'est pas un remède miracle à tous les problèmes actuels. Non seulement cette proposition soulève des problèmes juridiques sérieux mais encore elle passe sous silence la portée et le caractère distinct et singulier de chacune des différentes conventions. Les efforts poursuivis actuellement pour modifier les méthodes de travail et rationaliser les contraintes touchant l'établissement des rapports grâce à des directives révisées et harmonisées, y compris les directives portant sur un document de base commun et des documents spécifiques à chaque instrument, sont des mesures qui vont dans le bon sens.

20. L'Inde a participé activement aux efforts déployés par la communauté internationale pour mettre au point un cadre normatif de promotion et de protection des droits de l'homme, notamment au travers d'activités de sensibilisation aux questions de parité des sexes, bien avant qu'ils n'aient été reconnus dans la plupart des systèmes juridiques. Elle a été le septième pays à ratifier la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées et a signé la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées. Le premier jour de l'ouverture à la signature. L'Inde a également appuyé la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Son gouvernement a fait tout ce qui était en son possible pour s'acquitter de ses obligations en matière d'établissement des rapports envers le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, qui a examiné les deuxième et troisième rapports combinés de l'Inde en janvier 2007, et le Comité pour l'élimination de la

discrimination raciale, auquel il a fait rapport en février 2007. L'Inde a soumis son dernier rapport au Comité des droits économiques, sociaux et culturels en octobre 2006.

21. **M. Al Bayati** (Iraq) dit que la Déclaration universelle des droits de l'homme et d'autres instruments internationaux sont essentiels à la poursuite de l'action menée par la communauté internationale en vue d'assurer le respect des libertés et droits fondamentaux. Son gouvernement est à l'œuvre pour aligner sa législation interne sur les accords internationaux qu'il a signés, dont cinq des principales conventions des Nations Unies sur les droits de l'homme et plusieurs conventions de l'Organisation internationale du Travail liées aux droits de l'homme. Un ministère des droits de l'homme et un comité parlementaire des droits de l'homme ont été mis en place et un projet de loi visant à créer un observatoire des droits de l'homme a été élaboré. De nombreuses organisations non gouvernementales oeuvrant dans le domaine des droits de l'homme participent à des conférences se déroulant en dehors du pays et, sur le plan interne, déploient des efforts pour instaurer la transparence et une bonne gouvernance. Le nouveau projet de constitution de l'Iraq garantit les droits fondamentaux, notamment le droit des femmes à participer au processus politique. Le plan quinquennal, figurant dans le Pacte international pour l'Iraq, comporte un certain nombre de réformes qui donneront une assise solide à la démocratie et aux droits de l'homme dans le nouveau régime.

22. **M. Nebie** (Burkina Faso) dit que le Burkina Faso a signé pratiquement tous les instruments internationaux et régionaux relatifs aux droits de l'homme conclus récemment et mis en place un certain nombre d'institutions pour la promotion des droits de l'homme, notamment le Ministère de la promotion de la femme, le Ministère de la promotion des droits fondamentaux, la Commission nationale des droits fondamentaux et la Commission nationale de l'indépendance des élections. La création de ces institutions s'est accompagnée de l'adoption de mesures politiques touchant la bonne gouvernance, les questions féminines et la lutte contre la pauvreté ainsi que d'une politique et d'un plan d'action pour la promotion et la protection des droits de l'homme, notamment l'éducation aux droits de l'homme. La réforme du système judiciaire a fortement aidé les citoyens à jouir de leurs droits. L'action du Gouvernement a été complétée et renforcée par les organisations de la société civile qui s'efforcent de

sensibiliser l'opinion et mènent à bien des programmes d'information et de formation.

23. Le principal obstacle auquel se heurte l'action menée par le Burkina Faso dans l'application de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne est le manque de ressources. Sa délégation en appelle à la communauté internationale pour que celle-ci offre une coopération et une assistance de sorte que les droits de l'homme soient respectés dans le monde entier. Il tient à remercier la Haut-Commissaire aux droits de l'homme pour l'aide qu'elle a apportée à l'organisation d'un colloque régional sur les droits de l'enfant, qui s'est tenu à Ouagadougou en novembre 2007.

La séance est levée à 11 h 40.